Dispatch No. 1248 | 2 novembre 2026

La pauvreté vécue en Afrique : Le bien-être matériel ne donne aucun signe de reprise après une décennie de déclin

Dépêche No. 1248 d'Afrobarometer | Anyway Chingwete, Richard Houessou et Edson Ntodwa

Introduction

Depuis environ deux décennies, Afrobarometer suit le bien-être matériel des Africains ordinaires au moyen de l'Indice de la Pauvreté Vécue (IPV), une mesure fondée sur l'expérience qui évalue la fréquence à laquelle les citoyens ont manqué de besoins essentiels : nourriture en quantité suffisante, eau potable, soins médicaux, combustible pour la cuisson et revenus en espèce. Ce profil panafricain s'appuie sur cinq rounds d'enquêtes Afrobarometer, du Round 6 (2014/2015) au Round 10 (2024/2025) et couvre jusqu'à 38 pays africains, afin de documenter l'évolution de la pauvreté vécue sur le continent au cours de la dernière décennie.

Le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 engage la communauté internationale à mettre fin à la pauvreté « sous toutes ses formes et partout » et à atteindre l'objectif « zéro faim » (Nations Unies, 2015). La manière dont la pauvreté est définie et mesurée, a son importance. Les seuils de pauvreté monétaires ne saisissent qu'une seule dimension de la privation ; ils sont inadaptés aux contextes où les économies informelles, les échanges en nature et l'approvisionnement non marchand en nourriture, en eau et en combustible sont très répandus. L'IPV d'Afrobarometer a été conçu pour compléter les mesures monétaires et multidimensionnelles par une évaluation directe, fondée sur les déclarations des individus, des difficultés matérielles rencontrées (Mattes, Bratton, & Davids, 2003 ; Dulani, Mattes & Logan, 2013). Comme les questions du type « A quelle fréquence, le cas échéant, vous ou un membre de votre famille avez-vous manqué de… » sont posées depuis le premier round d'enquêtes (1999/2001), l'IPV constitue l'une des séries temporelles les plus longues et les plus continues sur la pauvreté vécue disponible pour le continent. Il s'agit donc d'un instrument particulièrement pertinent pour suivre l'évolution des conditions matérielles des Africains ordinaires au cours de la dernière décennie, une période marquée par un essor des cours des matières premières, la pandémie de COVID-19, un choc inflationniste mondial et, dans plusieurs pays, des conflits ainsi qu'un recul démocratique.

Les publications d'Afrobarometer constituent le point de référence comparatif le plus pertinent pour les tendances documentées ici. Mattes, Dulani et Gyimah-Boadi (2016) ont constaté que la pauvreté vécue avait reculé sur une grande partie du continent jusqu'au milieu des années 2010, introduisant le concept de « dividende de la croissance en Afrique ». Ce dividende fut de courte durée : En s'appuyant sur les données du Round 7 d'Afrobarometer (2016/2018), Mattes (2020) a montré que la décennie d'amélioration du niveau de vie avait pris fin, la pauvreté vécue commençant à augmenter avant même la pandémie de COVID-19. A partir des données du Round 8 d'Afrobarometer (2019/2021),

Copyright ©Afrobarometer 2026

collectées avant et pendant la pandémie, Mattes et Patel (2022) ont observé que la hausse de la pauvreté vécue se concentrait dans les pays où le produit intérieur brut avait stagné ou reculé, et où les restrictions liées à la COVID-19 avaient été particulièrement strictes. Plus récemment, Mattes et Lekalake (2025) ont rapporté que la privation matérielle avait atteint son niveau moyen le plus élevé en 20 ans d'évaluations, la pauvreté vécue sévère touchant environ un citoyen sur quatre.

Les résultats de l'enquête du Round 10 (2024/2025) suggèrent que le bien-être matériel des Africains n'a pas encore commencé à se rétablir après le recul observé au cours de la décennie précédente. Une majorité d'Africains continuent de manquer de nourriture, d'eau, de soins médicaux et d'autres besoins essentiels ; par ailleurs, plus de la moitié d'entre eux déclarent avoir dû solliciter l'aide de proches, d'amis, de voisins ou d'autres personnes l'an dernier pour joindre les deux bouts. En outre, l'analyse révèle que la pauvreté vécue est associée à des difficultés d'accès aux services publics essentiels, notamment les soins de santé et l'assistance des forces de l'ordre. Parallèlement, les individus confrontés à un niveau élevé de pauvreté vécue sont moins susceptibles de posséder un compte bancaire, alors que les services de paiement mobile demeurent relativement accessibles, quel que soit le degré de pauvreté vécue.

Les enquêtes Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux de terrain.)

Les Partenaires Nationaux d'Afrobarometer conduisent des entretiens en face à face dans la langue choisie par les répondants. Des échantillons de 1.200 à 2.400 adultes permettent d'obtenir des résultats nationaux avec une marge d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les marges d'erreur sont plus importantes pour les analyses de sous-groupes (par exemple, les groupes démographiques) en raison de la taille plus réduite des échantillons. Pour en savoir plus sur notre méthodologie d'échantillonnage, cliquez ici.

Cette analyse de 38 pays s'appuie sur 50.961 entretiens. Les données sont pondérées afin de garantir la représentativité nationale des échantillons. Tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à leur population) pour le calcul des statistiques moyennes plurinationales.

Résultats clés

Sur la privation matérielle

- En moyenne à travers 38 pays, une majorité de répondants déclarent avoir manqué, au moins une fois au cours de l'année écoulée, de revenus en espèces (79%), de médicaments ou de soins médicaux (65%), de nourriture (58%), d'eau potable (57%) et de combustible pour la cuisson (52%).

- Après s'être continuellement dégradés entre 2014 et 2023, les niveaux de pauvreté vécue ne montrent aucun signe d'amélioration dans la dernière vague d'enquête.
    - Les niveaux de pauvreté vécue varient considérablement selon les pays et les régions ; ils sont particulièrement élevés parmi les populations rurales, les citoyens sans instruction formelle et les personnes sans emploi.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Sur la pauvreté vécue et l'accès aux services

- La pauvreté est aggravée par un accès restreint aux services essentiels. En moyenne, les citoyens les plus démunis sont environ deux fois plus susceptibles que les plus aisés de déclarer avoir éprouvé des difficultés à accéder à des soins de santé, à obtenir un document officiel ou à solliciter l'aide des forces de l'ordre.

Sur la pauvreté vécue et l'inclusion financière

- Les citoyens pauvres sont deux fois moins susceptibles que leurs homologues aisés de posséder un compte bancaire (40% contre 83%).
- La détention de comptes mobile money est répandue et relativement stable, quel que soit le niveau économique : 69% chez les plus démunis contre 71% chez les plus aisés.

En situation de pauvreté et en quête d'aide

- Près de la moitié (47%) des répondants indiquent avoir dû solliciter l'aide de membres de leur famille au cours de l'année écoulée, tandis que 33% ont eu recours à des amis ou à des voisins, et 12% ont demandé de l'aide auprès de groupes religieux, communautaires ou caritatifs.
    - Les pays où le niveau de pauvreté vécue est plus élevé ont tendance à compter davantage de ménages qui dépendent d'une aide extérieure.

Accès aux besoins fondamentaux

Les manques de besoins primaires constituent une expérience partagée par une majorité d'Africains (Figure 1). En moyenne, à travers 38 pays, huit citoyens sur 10 (79%) déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille ont manqué de revenus en espèces au moins une fois au cours de l'année écoulée ; parmi eux, 43% indiquent que cela s'est produit « souvent » ou « toujours ».

Deux tiers (65%) ont manqué de médicaments ou de soins médicaux, et une majorité ont manqué d'eau potable (57%), de nourriture (58%)[1] et de combustible pour la cuisson (52%).

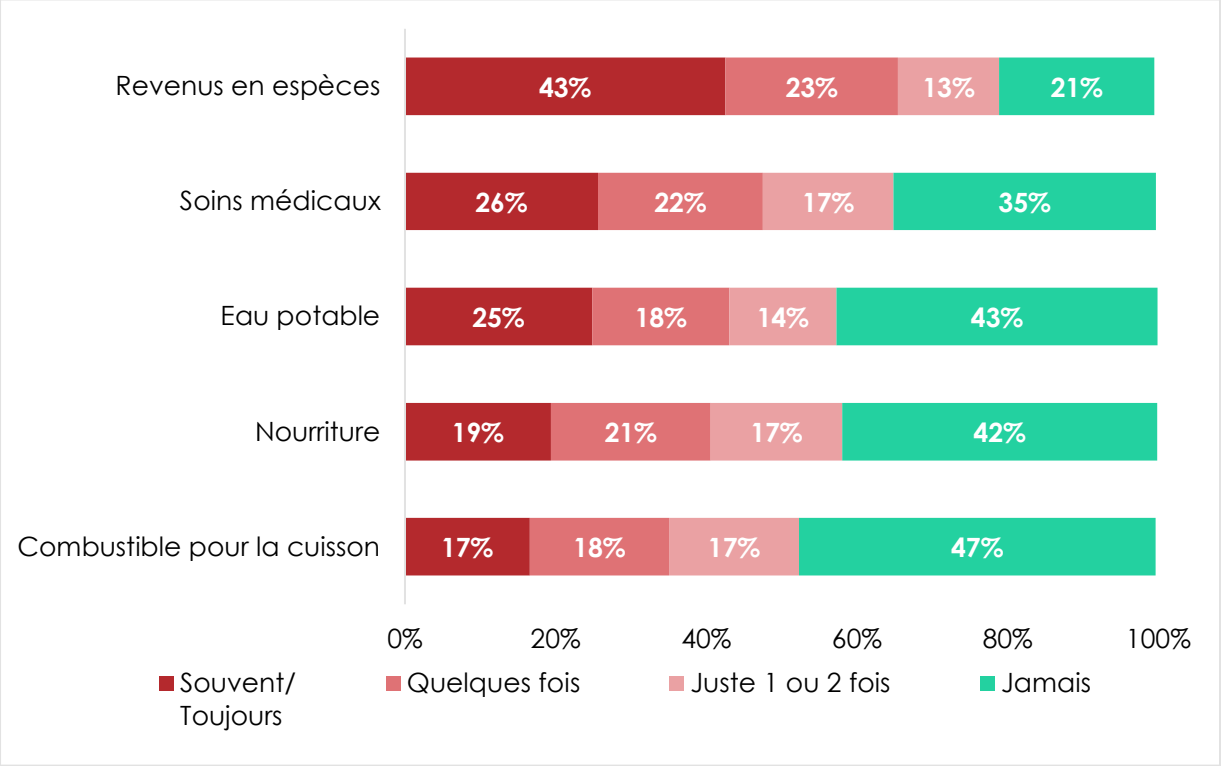
Toutefois, les privations varient considérablement d'un pays à l'autre. Si l'on ne prend en compte que les citoyens ayant été confrontés à des pénuries « souvent » ou « toujours » (Tableau 1), on constate que le manque fréquent de revenus en espèces ne concernait que 7% des Mauriciens et 10% des Seychellois, contre plus des deux tiers des répondants à Madagascar (75%), au Malawi (69%) et en Guinée (68%).

De même, les signalements concernant un manque de soins médicaux varient de 4% (là encore, à Maurice et aux Seychelles) à 45% (au Tchad et en Guinée). Le manque d'eau potable atteint son niveau le plus élevé au Gabon (52%), tandis que l'insuffisance alimentaire est la plus fréquente au Malawi (47%) et le manque de combustible pour la cuisson, en Angola (38%).

[1] En raison des arrondis, les pourcentages relatifs aux catégories regroupées, tels qu'indiqués dans le texte, peuvent différer légèrement de la somme des sous-catégories présentées dans les graphiques (par exemple, pour la nourriture, 19% « souvent/toujours », 21% « quelques fois » et 17% « une ou deux fois seulement » donnent un total de 58%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 1 : Ont manqué de besoins primaires | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenu en espèces ?*

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Tableau 1 : Ont manqué de besoins primaires souvent ou toujours | 38 pays | 2024/2025

Pays	Revenus en espèces	Soins médicaux	Eau potable	Nourriture	Combustible pour la cuisson
Afrique du Sud	26%	14%	22%	12%	12%
Angola	46%	41%	40%	31%	38%
Bénin	64%	30%	32%	21%	18%
Botswana	42%	21%	14%	15%	7%
Cabo Verde	23%	8%	14%	6%	11%
Cameroun	50%	27%	32%	20%	19%
Comores	40%	23%	22%	17%	19%
Congo-Brazzaville	53%	36%	37%	34%	17%
Côte d'Ivoire	37%	21%	31%	12%	8%
Eswatini	38%	33%	21%	27%	16%
Gabon	50%	39%	52%	29%	25%
La Gambie	35%	35%	20%	17%	19%
Ghana	32%	15%	13%	11%	9%
Guinée	68%	45%	46%	33%	28%
Guinée-Bissau	22%	27%	18%	10%	18%
Kenya	43%	27%	18%	16%	15%
Lesotho	60%	16%	24%	24%	16%
Libéria	35%	32%	27%	20%	19%
Madagascar	75%	37%	34%	40%	25%
Malawi	69%	31%	23%	47%	26%
Mali	53%	21%	19%	19%	15%
Maroc	12%	7%	3%	1%	2%
Maurice	7%	4%	9%	2%	2%
Mauritanie	39%	25%	39%	26%	30%
Mozambique	45%	33%	30%	26%	20%
Namibie	42%	20%	16%	19%	16%
Nigéria	49%	26%	24%	27%	21%
Ouganda	49%	32%	21%	19%	24%
São Tomé et Príncipe	23%	17%	27%	9%	16%
Sénégal	54%	26%	28%	9%	18%
Seychelles	10%	4%	4%	4%	4%
Sierra Leone	42%	28%	29%	21%	12%
Tanzanie	39%	17%	21%	9%	9%
Tchad	53%	45%	39%	29%	31%
Togo	65%	27%	27%	20%	12%
Tunisie	17%	14%	15%	5%	4%
Zambie	50%	32%	25%	23%	15%
Zimbabwe	59%	38%	28%	24%	15%

Questions posées aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenu en espèces ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)*

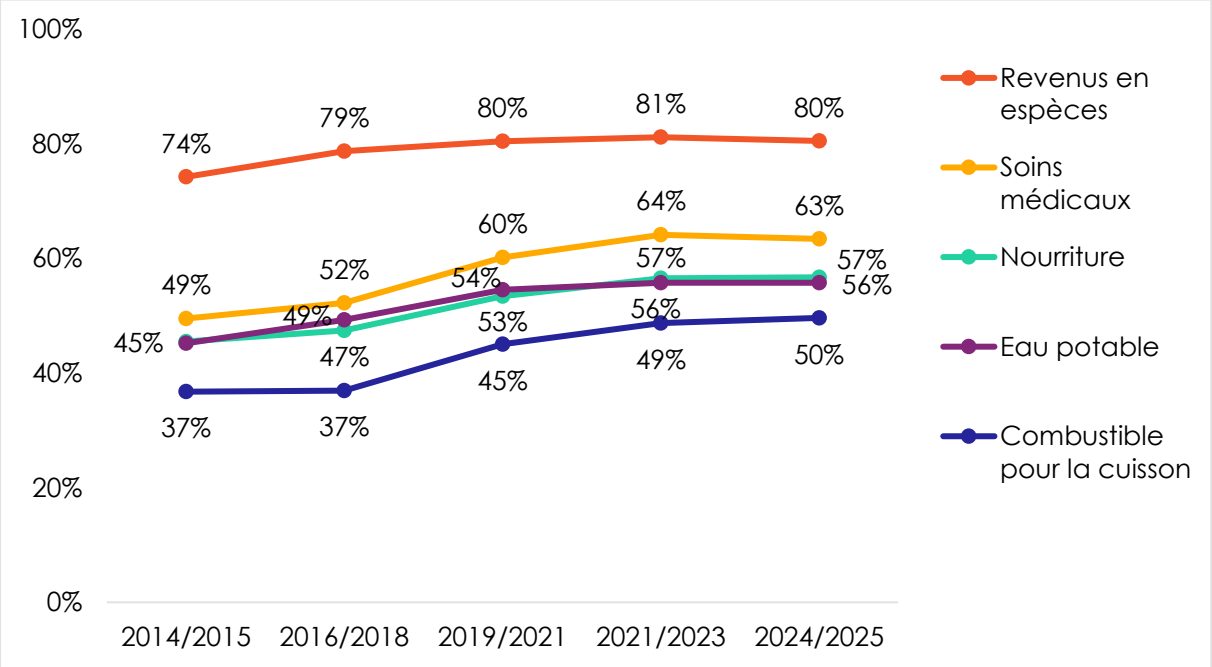
Copyright ©Afrobarometer 2026

Une décennie de difficultés matérielles persistantes

L'analyse des tendances relatives au fait de se retrouver privé de biens de première nécessité au moins une fois au cours de l'année précédente révèle une détérioration substantielle et persistante du bien-être matériel au cours de la dernière décennie (Figure 2). En moyenne, à travers les 28 pays étudiés de manière continue sur cette période, la précarité a augmenté dans les cinq dimensions de la pauvreté vécue entre 2014/2015 et 2021/2023 et ne montre aucun signe d'amélioration lors de la dernière enquête (2024/2025).

Le manque de soins médicaux enregistre la détérioration la plus marquée, passant de 49% en 2014/2015 à 64% en 2021/2023. Cette évolution temporelle donne à penser que la pandémie de COVID-19 et la hausse du coût des soins ont pu renforcer des obstacles à l'accès aux services de santé qui existaient déjà, une hypothèse étayée par les constats effectués au Libéria après l'épidémie d'Ebola de 2014/2015 (Armah-Attoh & Okuru, 2016). Les manques de combustibles de cuisson connaissent la deuxième plus forte augmentation (13 points de pourcentage sur la décennie), tandis que les manques de nourriture et d'accès à l'eau potable suivent des trajectoires comparables.

Figure 2 : Ont manqué de besoins primaires | 28 pays | 2014-2025



Questions posées aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenu en espèces ? (% qui disent « juste une ou deux fois », « quelques fois », « souvent » ou « toujours »)*

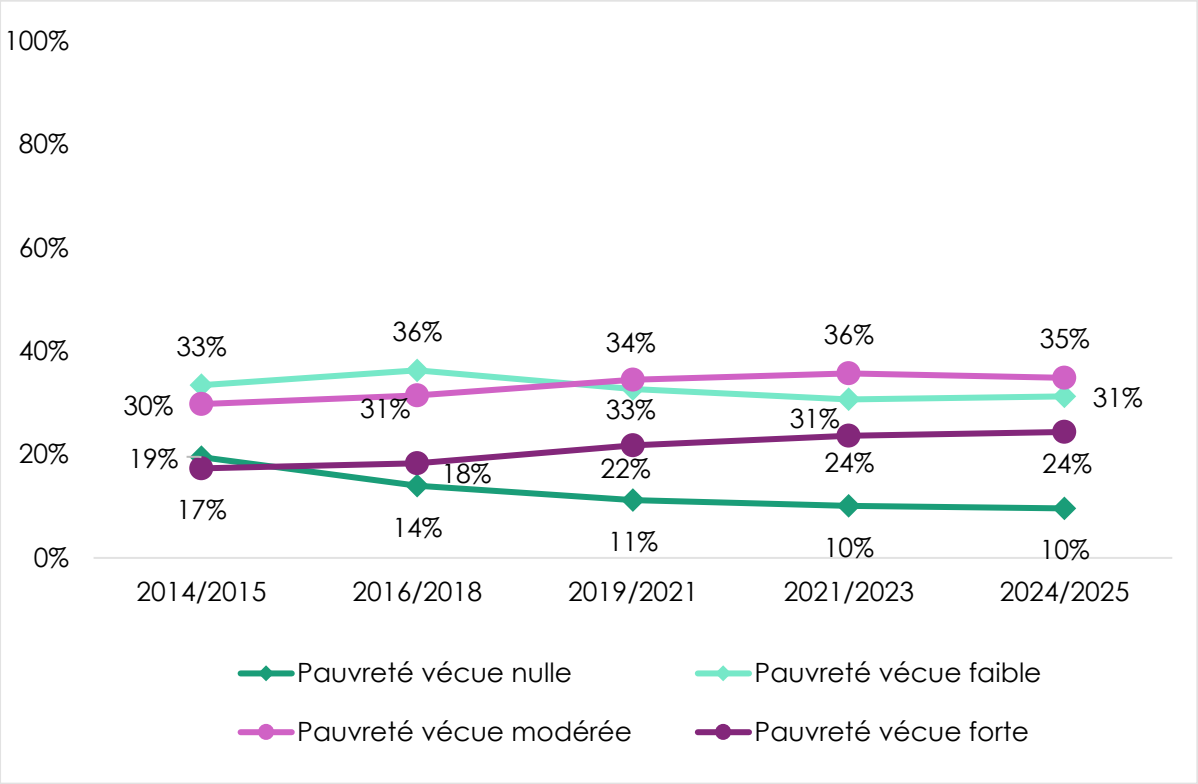
Afrobarometer calcule les scores de l'Indice de la Pauvreté Vécue pour les répondants et les pays en faisant la moyenne des réponses aux cinq questions portant sur les privations ; ces scores permettent de classer les situations en quatre catégories : « pauvreté vécue nulle » (aucune privation concernant les cinq besoins essentiels), « pauvreté vécue faible » (une ou deux privations touchant un ou plusieurs de ces besoins), « pauvreté vécue modérée » (plusieurs privations touchant un ou plusieurs de ces besoins) et « pauvreté vécue forte » (privations nombreuses ou constantes).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Au-delà de l'aggravation du manque de besoins primaires, on observe, entre 2014/2015 et 2021/2023, une augmentation des niveaux les plus graves de pauvreté vécue – sans aucune amélioration, là encore, lors du dernier round d'enquêtes (Figure 3). A travers les 28 pays étudiés, les niveaux de pauvreté vécue, qu'ils soient modérés ou fortes, sont désormais plus marqués (respectivement de 5 et 7 points de pourcentage) qu'il y a 10 ans, tandis que les situations de faible pauvreté vécue ou d'absence de pauvreté vécue ont reculé (de 2 et 9 points, respectivement).

Ces résultats suggèrent une stabilisation de la pauvreté vécue à un niveau relativement élevé, une nette majorité de la population continuant de subir des privations au moins modérées. Cette tendance rejoint le constat, établi lors du Round 9 de l'enquête Afrobarometer, d'une forte augmentation de la pauvreté vécue sévère (Mattes & Lekalake, 2025) ; elle contraste avec le « dividende de la croissance » mis en évidence précédemment par Mattes, Dulani et Gyimah-Boadi (2016).

Figure 3 : Niveaux de pauvreté vécue | 28 pays | 2014-2025



Les scores IPV reflètent le degré moyen de privation de cinq besoins fondamentaux, sur une échelle allant de 0 (aucune privation) à 4 (absence constante de tous les besoins fondamentaux).

Qui est pauvre ? Profils démographiques et géographiques

Les niveaux de pauvreté vécue varient considérablement selon les groupes démographiques et les régions (Figure 4). Les habitants des zones rurales font état de niveaux de pauvreté vécue modérée ou forte nettement plus importants que les répondants vivant en milieu urbain (68% contre 53%). Un niveau d'études plus élevé est associé à une pauvreté vécue moindre : 74% des répondants sans éducation formelle vivent dans la pauvreté, contre 42% de ceux ayant suivi des études post-secondaires ; une tendance bien établie dans la littérature scientifique (Hofmarcher, 2021 ; Niazi & Khan, 2012 ; Qiu, Wang, & Aikerbayr, 2023).

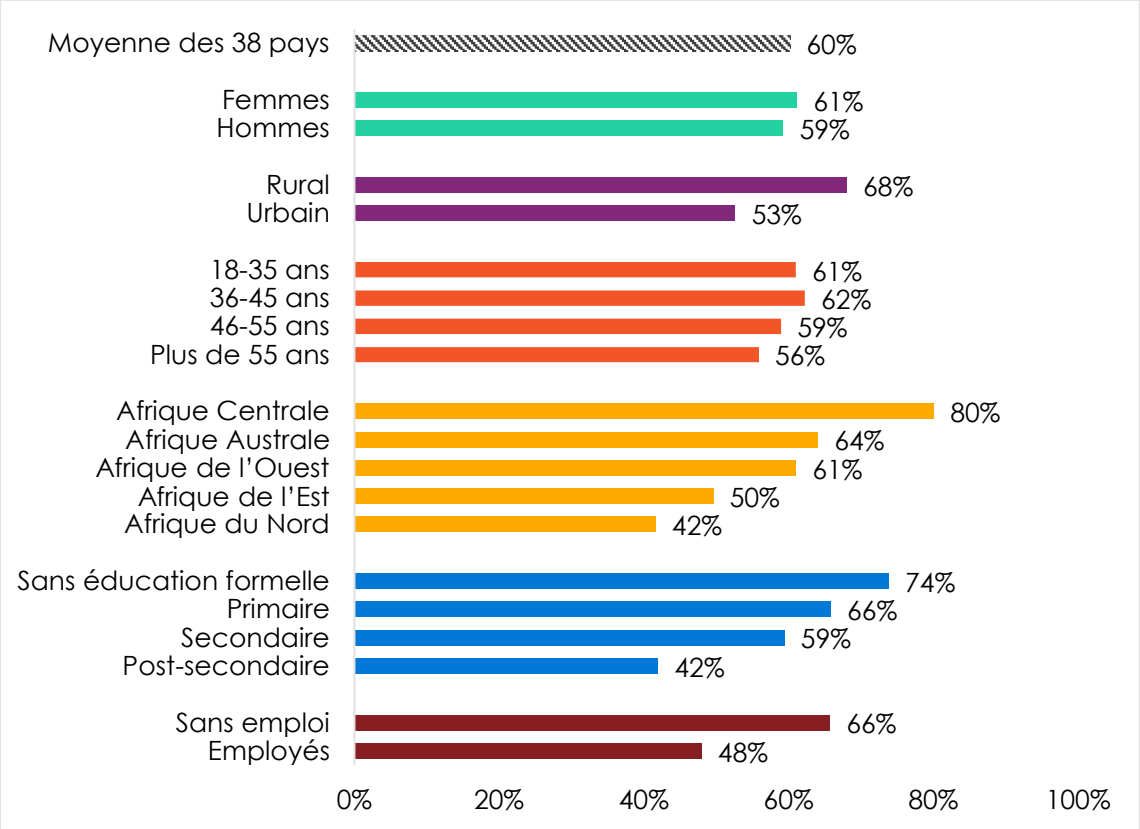
Copyright ©Afrobarometer 2026

L'emploi est également fortement associé à la pauvreté vécue : 66% des répondants sans emploi connaissent une pauvreté vécue modérée ou élevée, contre 48% de celles qui occupent un emploi à temps partiel ou à temps plein. Ce constat rejoint les résultats de Chingwete, Cumanzala et Kaunda (2026), selon lesquels, parmi les adultes en âge de travailler, les individus confrontés à une pauvreté vécue élevée sont plus de deux fois plus susceptibles, que les citoyens plus aisés, d'être sans emploi et à la recherche d'un travail (44% contre 17%).

Les disparités géographiques sont les plus marquées : les taux de pauvreté vécue modéré ou élevé sont environ deux fois plus élevés en Afrique Centrale (80%) qu'en Afrique du Nord (42%), tandis que l'Afrique Australe (64%), l'Afrique de l'Ouest (61%) et l'Afrique de l'Est (50%) se situent dans une position intermédiaire.[2]

L'analyse par pays révèle des écarts considérables dans la prévalence de la pauvreté vécue modérée ou forte d'un pays à l'autre : 79 points de pourcentage séparent le Tchad (86%) des Seychelles (7%) (Figure 5). Environ huit citoyens sur 10 au Gabon (81%), à Madagascar (80%), au Nigéria (79%), en Guinée (79%) et au Congo-Brazzaville (78%) sont confrontés à une pauvreté vécue modérée ou élevée, tandis que Maurice (12%) et le Maroc (22%) se situent, aux côtés des Seychelles, à l'autre extrémité de la distribution. (Pour plus de résultats sur les conditions économiques au niveau national, voir Chingwete, Cumanzala et Kaunda (2026) ; Cumanzala (2025) ; ainsi que Sanny et Cumanzala (2024).

Figure 4 : Pauvreté vécue modérée ou forte | par groupe démographique | 38 pays | 2024/2025

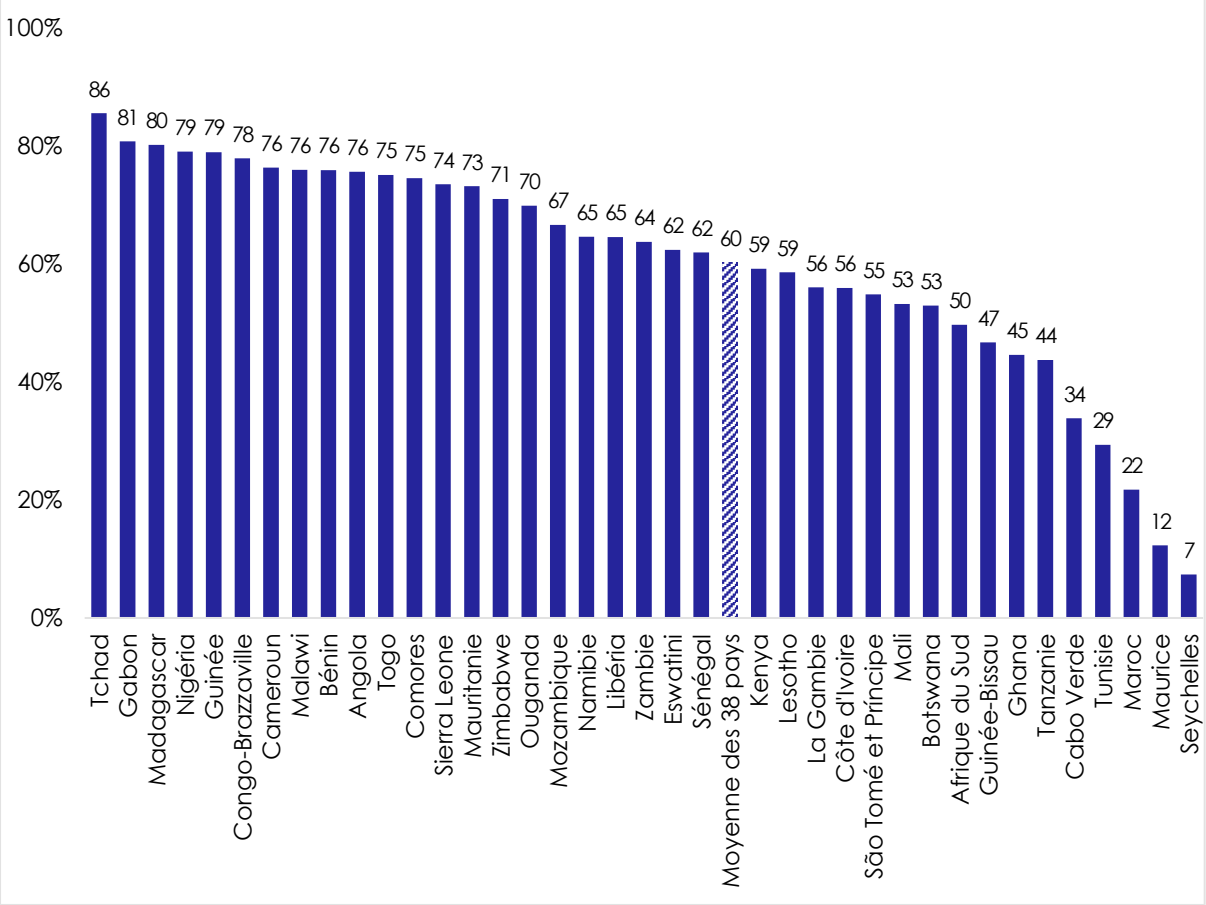


(% qui vivent une pauvreté modérée ou forte)

[2] Voir le Tableau A.2 en annexe pour une liste des pays par région.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 5 : Pauvreté vécue modérée ou forte par pays (%) | 38 pays | 2024/2025

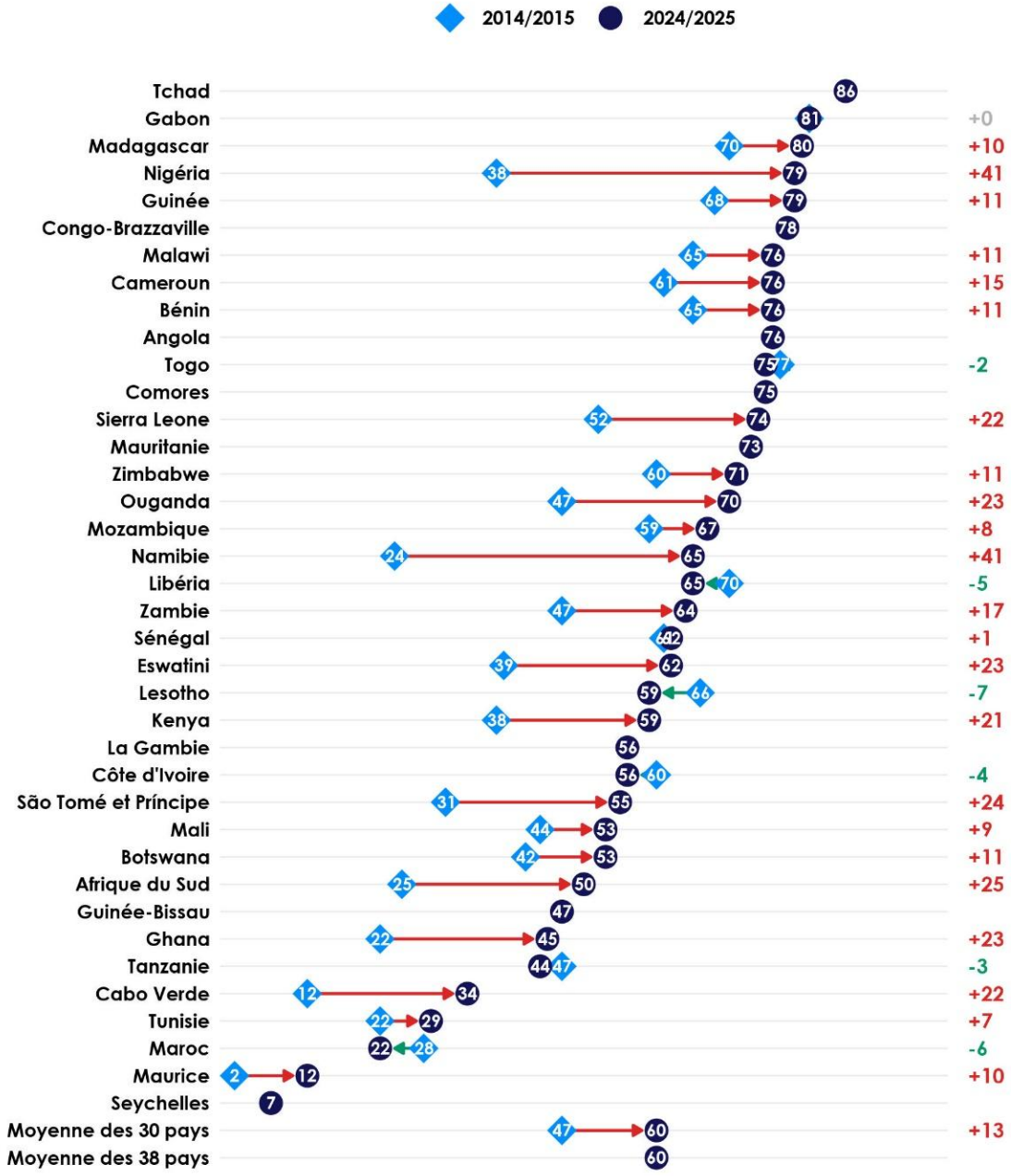


(% qui vivent une pauvreté modérée ou forte)

Les niveaux de pauvreté vécue modérée ou forte, se sont nettement aggravés (d'au moins 3 points de pourcentage) dans 22 des 30 pays étudiés à la fois en 2014/2015 et en 2024/2025. Cette détérioration est particulièrement marquée au Nigéria (+41 points de pourcentage), en Namibie (+41), en Afrique du Sud (+25), à São Tomé et Principe (+24), en Eswatini (+23), en Ouganda (+23) et au Ghana (+23) (Figure 6). Seuls cinq pays ont enregistré une amélioration significative : Lesotho (-7), Maroc (-6), Libéria (-5), Côte d'Ivoire (-4) et Tanzanie (-3). En moyenne, à travers les 30 pays, la pauvreté vécue modérée ou élevée a augmenté de 13 points de pourcentage.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 6 : Evolutions de la pauvreté vécue modéré ou élevé par pays | 38 pays* | 2014-2025



La figure présente le pourcentage de répondants ayant connu un niveau de pauvreté vécue modéré ou forte en 2014/2015 (losanges bleu clair) et en 2024/2025 (cercles bleu foncé), ainsi que l'évolution en points de pourcentage (à l'extrême droite).
**La figure inclut les résultats de 2024/2025 pour 38 pays, ainsi que l'évolution observée au fil du temps pour les 30 pays ayant fait l'objet d'une enquête à la fois en 2014/2015 et en 2024/2025.*

Pauvreté vécue et possession de biens

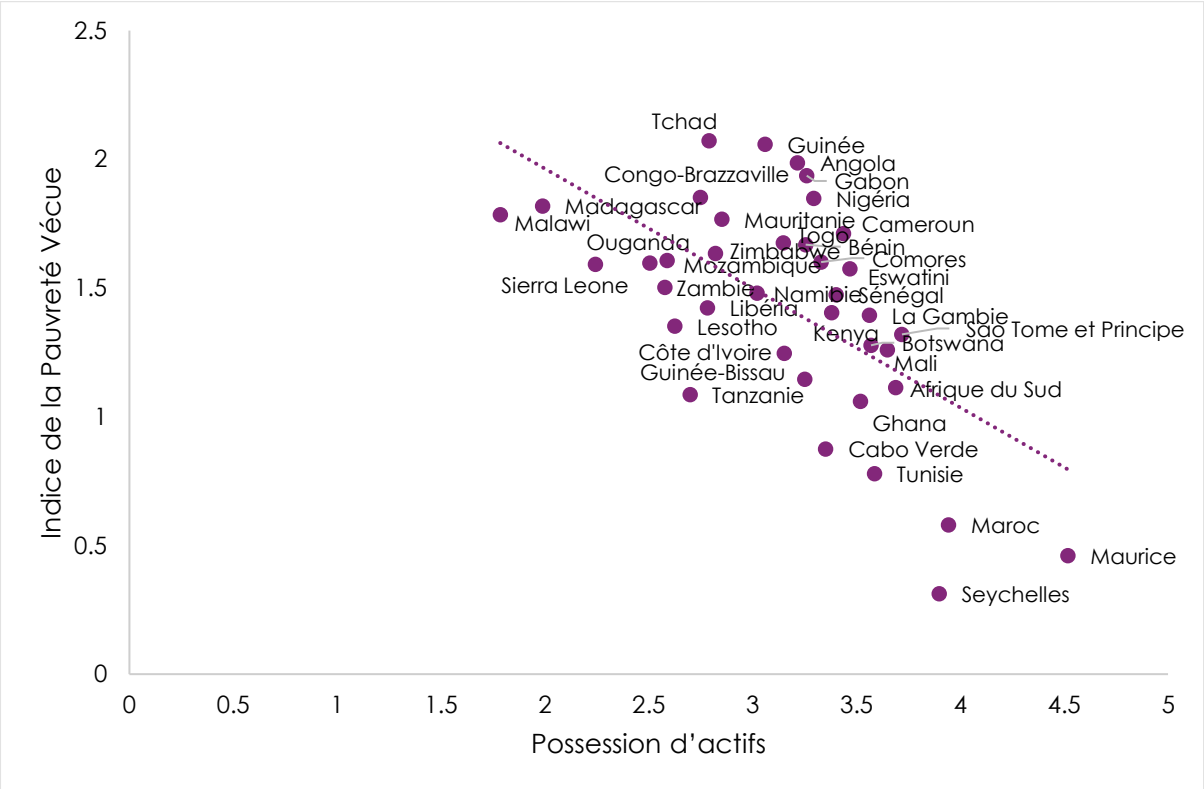
Si la pauvreté vécue se mesure par la privation de besoins fondamentaux, elle se reflète également dans d'autres aspects de la qualité de vie des individus, notamment en ce qui

Copyright ©Afrobarometer 2026

concerne leurs biens matériels. Au niveau de la Figure 7, nous représentons, pour chaque pays, le score moyen à l'IPV en fonction d'un indice de possession de biens, calculé sur la base du nombre moyen de biens durables détenus par les ménages (sur un total de cinq possibles : une radio, un téléviseur, une voiture ou une moto, un ordinateur et un téléphone portable).

La corrélation est nettement négative : les pays où les taux de possession de biens sont plus élevés ont tendance à afficher des niveaux de pauvreté vécue plus faibles. Maurice, les Seychelles et le Maroc se situent dans la partie inférieure droite du graphique, alliant un taux de possession de biens relativement élevé à un faible niveau de pauvreté vécue. A l'inverse, Madagascar et le Malawi (en haut à gauche) présentent un taux de possession de biens plus faible associé à un niveau de pauvreté vécue plus élevé.

Figure 7 : Indice de la Pauvreté Vécue vs. possession d'actifs | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants :
Indice de la Pauvreté Vécue : *Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenu en espèces ?*
Possession d'actifs : *Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement : Radio ? Télévision ? Voiture ou moto ? Ordinateur ? Téléphone portable ? [si non :] Quelqu'un d'autre dans le ménage en possède-t-il ? (% qui disent qu'ils possèdent personnellement, ou qu'un autre membre du ménage possède)*

La pauvreté est aggravée par l'exclusion des services essentiels

La pauvreté est multidimensionnelle et peut se manifester dans l'accès des citoyens aux services publics essentiels (Alkire & Foster, 2011). La relation entre la pauvreté et l'accès aux services peut être bidirectionnelle. D'une part, l'accès aux services publics de base tels que

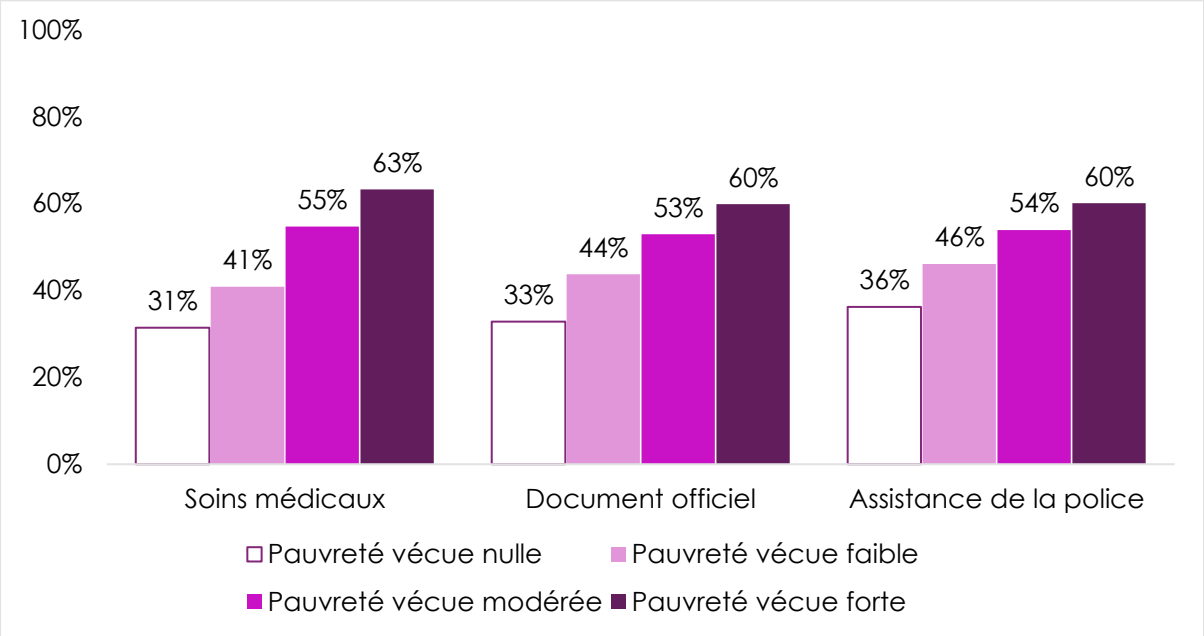
Copyright ©Afrobarometer 2026

les soins de santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement peut atténuer d'autres dimensions de la pauvreté (Ntodwa & Chirwa, 2025 ; Shi, Chen, Xian, & Zhao, 2025). D'autre part, la pauvreté peut empêcher les individus d'accéder à ces services (Peters et al., 2008).

En moyenne, à travers les 38 pays étudiés, les personnes les plus démunies déclarent rencontrer davantage de difficultés pour accéder aux services publics que celles qui sont plus aisées (Figure 8). Par exemple, parmi les répondants ayant eu recours à un hôpital public au cours de l'année écoulée, 63% de ceux qui sont confrontés à une pauvreté vécue élevée affirment qu'il a été « difficile » ou « très difficile » d'obtenir les services dont ils avaient besoin. Chez les personnes ne subissant pas de pauvreté vécue, cette proportion est deux fois moins élevée (31%).

De même, la difficulté à obtenir un document officiel passe de 33% chez les personnes aisées à 60% chez les plus démunies ; quant à la difficulté d'accéder à l'aide des forces de l'ordre, elle grimpe de 36% à 60%. Dans les deux cas, le taux environ double entre les populations aisées et celles vivant dans une grande pauvreté.

Figure 8 : Difficile d'accéder aux services publics | par niveau de pauvreté vécue | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants ayant eu recours à certains services publics au cours de l'année écoulée : *Etait-ce facile ou difficile d'obtenir les [services nécessaires] ? (% qui disent « difficile » ou « très difficile »)*

Le système bancaire laisse les plus démunis sur le bord du chemin, tandis que les services financiers mobiles, eux, sont accessibles

La littérature récente suggère que l'inclusion financière constitue un levier essentiel de réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu. En offrant un accès à des services financiers abordables, tels que les prêts, elle favorise la participation économique et atténue les inégalités de revenus (Saka, Gan, & Hu, 2025 ; Omar & Inaba, 2020). Toutefois, la promotion mondiale de l'inclusion financière en tant que stratégie de lutte contre la pauvreté se heurte à un défi majeur : Une grande partie de la population ciblée invoque la faiblesse de leurs revenus, voire la pauvreté elle-même, comme un obstacle à l'accès à ces

Copyright ©Afrobarometer 2026

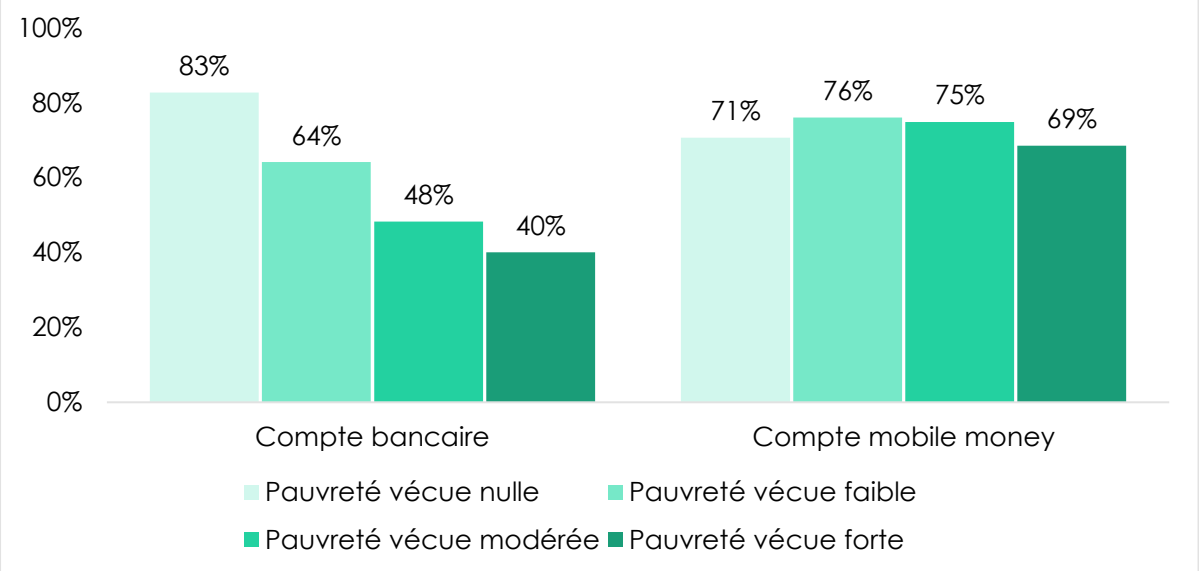
services. Cela laisse supposer que les initiatives d'inclusion financière pourraient, de manière disproportionnée, exclure les individus les plus démunis (Kaluwa & Kunyenje, 2019).

Les résultats d'une enquête menée dans 38 pays indiquent que les services bancaires formels restent inaccessibles à de nombreuses personnes en situation de pauvreté, tandis que les comptes mobile money sont nettement plus accessibles.

La détention de comptes bancaires diminue nettement à mesure que la pauvreté vécue s'accentue : Alors que 83% des répondants aisés déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur foyer possèdent un compte bancaire, cette proportion tombe à 40%, soit moins de la moitié, chez les répondants les plus pauvres (Figure 9). Ce constat concorde avec des éléments indiquant que les populations les plus démunies se heurtent à des obstacles plus importants pour accéder aux services financiers formels. Ces obstacles incluent les exigences en matière de documents, les coûts liés aux comptes, les conditions de solde minimum, les frais de transaction, ainsi que l'éloignement géographique des agences bancaires (Allen, Demirguc-Kunt, Klapper, & Peria, 2012).

Le mobile money présente un profil nettement différent : Son adoption est plus répandue au sein des groupes les plus pauvres que ne l'est la détention d'un compte bancaire classique, et elle demeure remarquablement stable quel que soit le niveau de pauvreté. Les ménages les plus pauvres sont presque aussi susceptibles que les plus aisés de compter, en leur sein, une personne titulaire d'un compte mobile money (69% contre 71%) ; par ailleurs, le taux de détention de tels comptes atteint ses niveaux les plus élevés parmi les individus confrontés à un niveau de pauvreté faible ou modéré.

Figure 9 : Possession de compte bancaire ou mobile money | par niveau de pauvreté vécue | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants : *Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement : Compte bancaire ? Compte mobile money ? [Si « non » :] Quelqu'un d'autre dans le ménage en possède-t-il ? (% qui disent qu'ils possèdent personnellement, ou qu'un autre membre du ménage possède)*

Recherche d'aide pour joindre les deux bouts

Etant donné qu'un grand nombre d'Africains ont manqué de revenus en espèces et d'autres besoins fondamentaux, beaucoup doivent chercher des solutions en dehors des filets de protection sociale financés par l'Etat pour joindre les deux bouts. En moyenne, à travers 38 pays, près de la moitié (47%) des répondants déclarent avoir dû solliciter l'aide

Copyright ©Afrobarometer 2026

de membres de leur famille au cours de l'année écoulée, dont 8% affirment l'avoir fait « souvent » (Figure 10).

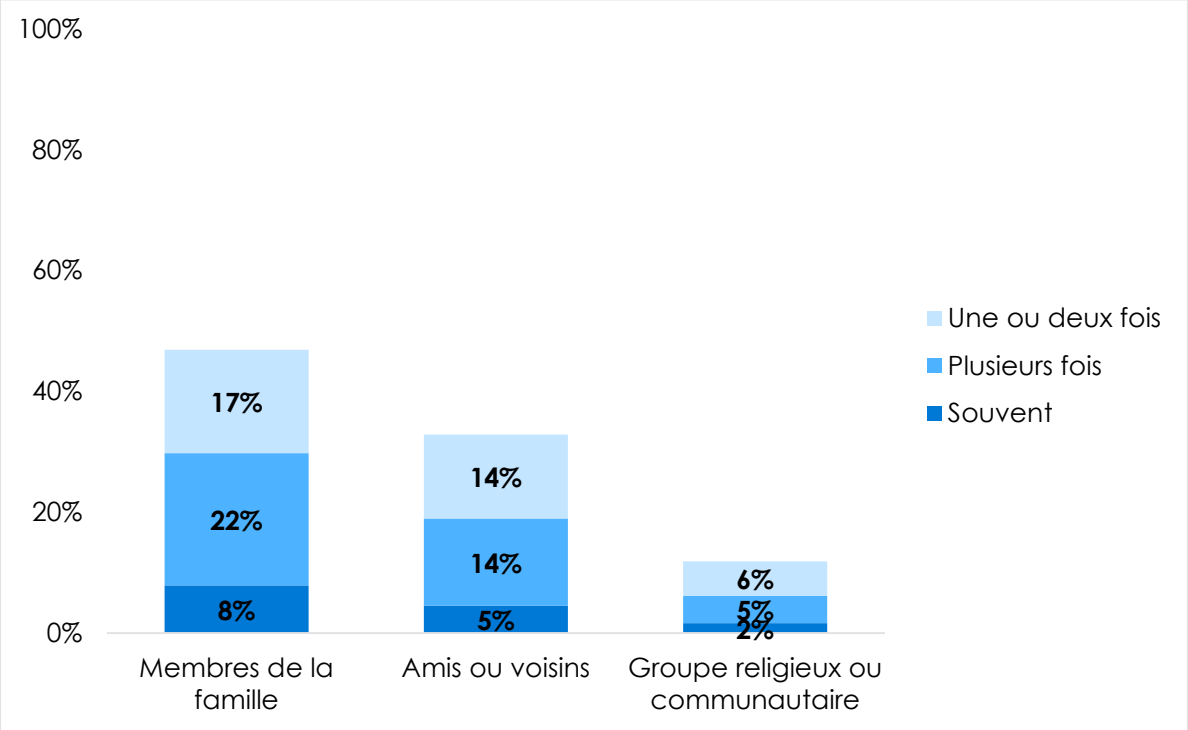
Un tiers (33%) des répondants indiquent avoir sollicité l'aide d'amis ou de voisins, tandis que 12% ont demandé de l'aide auprès de groupes religieux, communautaires ou caritatifs.

Dans l'ensemble, 57% des répondants ont sollicité de l'aide auprès d'au moins l'une de ces trois sources. Parmi les différents groupes démographiques, l'écart le plus marqué s'observe en fonction du niveau de pauvreté vécue : La proportion de personnes ayant sollicité de l'aide passe de 21% chez les répondants ne connaissant aucune pauvreté vécue à 69% chez ceux confrontés à un niveau élevé de pauvreté vécue, soit une différence de 48 points de pourcentage (Figure 11).

La répartition régionale concorde, dans l'ensemble, avec les écarts présentés à la Figure 4 : Le recours à une aide est le plus fréquent en Afrique Australe (63%) et en Afrique Centrale (60%), et le moins fréquent en Afrique du Nord (49%). Par ailleurs, la proportion de citoyens sollicitant une aide est relativement comparable chez les répondants sans instruction formelle, ceux ayant un niveau d'étude primaire et ceux ayant un niveau d'étude secondaire (respectivement 57%, 58% et 60%), mais elle diminue sensiblement chez les personnes ayant suivi des études supérieures (49%). Un écart de 6 points est observé entre les milieux rural et urbain (60% contre 54%).

Les écarts selon l'âge vont à l'encontre des attentes : Les jeunes adultes (âgés de 18-35 ans) sont plus enclins à solliciter une aide (60%) que les personnes âgées de 56 ans et plus (49%). Cela pourrait s'expliquer par des différences dans l'accès aux prestations de soutien social, ou par une plus grande exposition des jeunes adultes à l'instabilité des revenus et de l'emploi. Les hommes et les femmes sont, dans des proportions à peu près équivalentes, amenés à solliciter une aide.

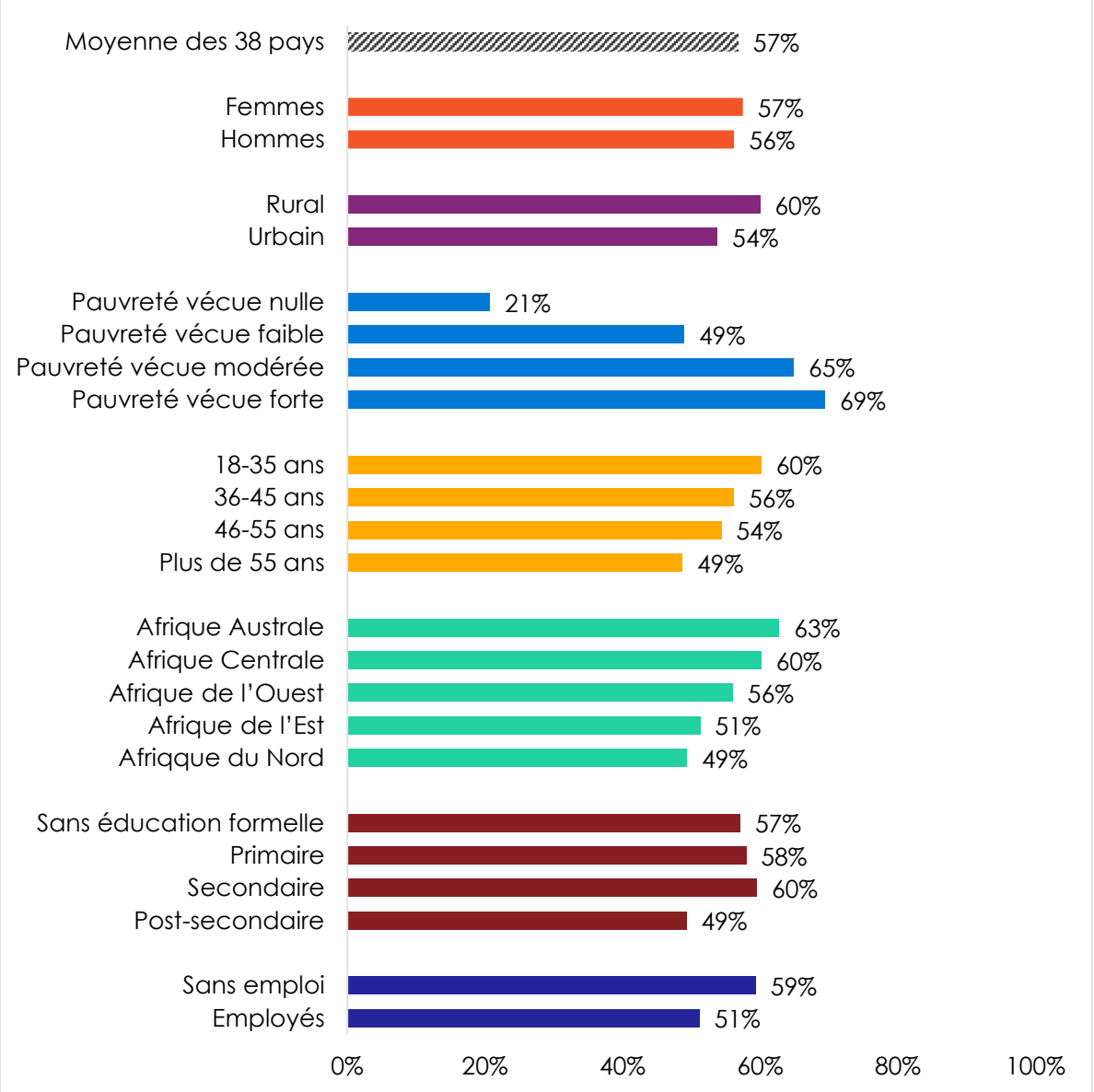
Figure 10 : Ont sollicité de l'aide pour joindre les deux bouts | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants : *Au cours de l'année écoulée, avez-vous dû demander de l'aide à l'une des personnes suivantes pour joindre les deux bouts : Membres de la famille ? Amis ou voisins ? Une église, mosquée, un groupe communautaire ou une organisation caritative ?*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 11 : Ont sollicité de l'aide pour joindre les deux bouts | par groupe démographique | 38 pays | 2024/2025

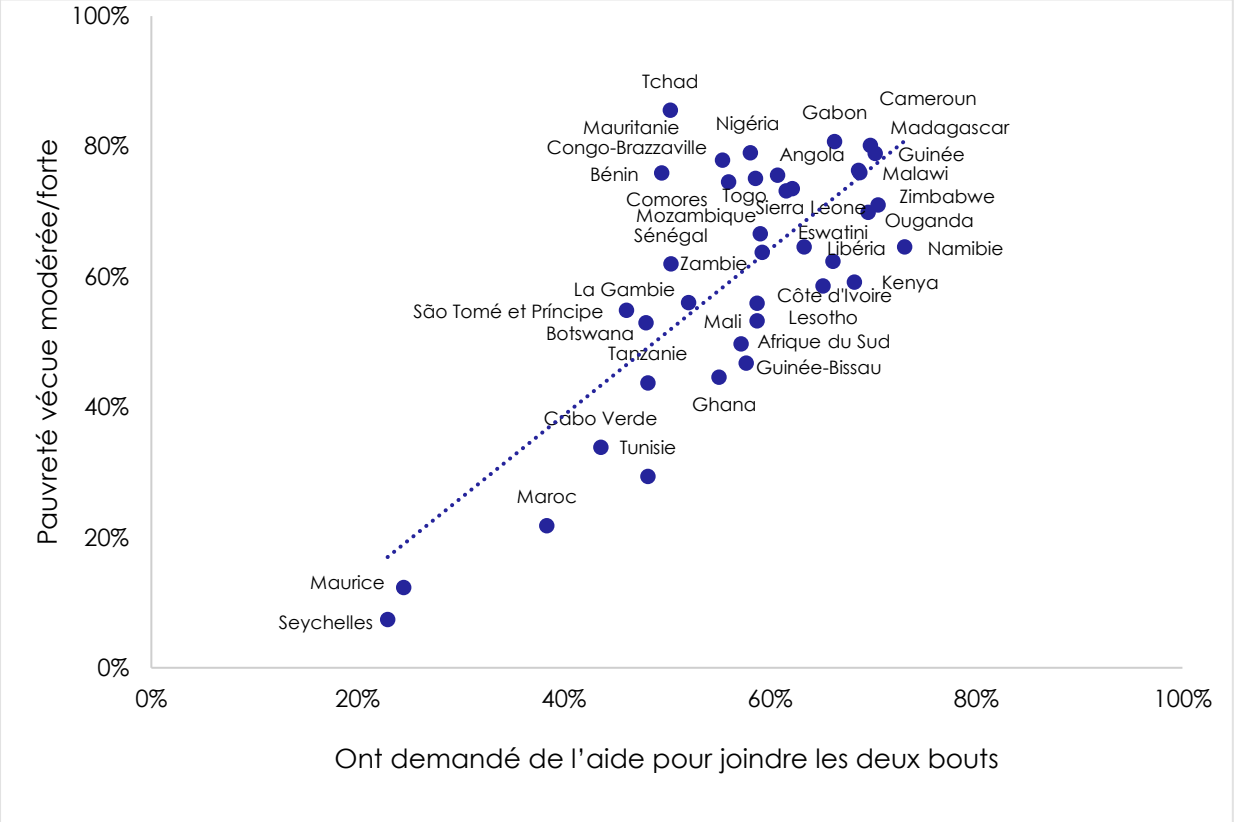


Questions posées aux répondants : *Au cours de l'année écoulée, avez-vous dû demander de l'aide à l'une des personnes suivantes pour joindre les deux bouts : Membres de la famille ? Amis ou voisins ? Une église, mosquée, un groupe communautaire ou une organisation caritative ? (% qui disent « une ou deux fois », « plusieurs fois » ou « souvent » pour au moins l'un de ces trois types d'aide)*

Il existe une corrélation positive marquée entre la pauvreté vécue et le recours à l'aide. Comme l'illustre la Figure 12, les pays où le niveau de pauvreté vécue modérée ou élevée est plus important tendent également à afficher des taux de recours à l'aide nettement plus élevés. Madagascar, le Cameroun et le Gabon qui figurent parmi les pays présentant les niveaux les plus élevés de pauvreté vécue sévère se situent dans la partie supérieure de la distribution en matière de recours à l'aide ; à l'inverse, Maurice et les Seychelles, où la pauvreté vécue est relativement faible, affichent un recours limité à une aide extérieure.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 12 : Demande d'aide vs. pauvreté vécue | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants : *Au cours de l'année écoulée, avez-vous dû demander de l'aide à l'une des personnes suivantes pour joindre les deux bouts : Membres de la famille ? Amis ou voisins ? Une église, mosquée, un groupe communautaire ou une organisation caritative ? (% qui disent « une ou deux fois », « plusieurs fois » ou « souvent »)*

Conclusion

Après une décennie d'aggravation des privations, le bien-être matériel des Africains semble stagner à un niveau relativement élevé de pauvreté vécue, une nette majorité de la population continuant de faire face à des pénuries de biens de première nécessité. La pauvreté vécue a progressé de manière constante entre 2014 et 2023 ; si la dernière vague d'enquêtes laisse entrevoir une stabilisation plutôt qu'une détérioration continue, aucun des cinq indicateurs de la pauvreté vécue n'est revenu à son niveau d'avant 2019.

Les niveaux de pauvreté vécue varient considérablement d'un pays à l'autre, allant de faibles minorités aux Seychelles et à Maurice à des majorités écrasantes au Tchad et au Gabon. Cette pauvreté est particulièrement marquée chez les populations rurales, les personnes moins instruites et celles qui sont sans emploi.

Par ailleurs, la pauvreté vécue est aggravée par un accès restreint aux services essentiels, ce qui engendre un cercle vicieux : Les plus démunis sont, par la même occasion, les plus susceptibles d'être exclus des institutions qui pourraient les aider à sortir de la pauvreté. La possession d'actifs et le recours à des mécanismes de soutien confirment que l'Indice de la Pauvreté Vécue rend bien compte de difficultés matérielles réelles ; quant aux services financiers mobiles, ils constituent un levier qui s'affranchit du gradient de pauvreté, permettant aux populations démunies d'accéder à des services financiers alors même que leur bien-être matériel demeure à un niveau très bas.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Références

Alkire, S., & Foster, J. (2011). Counting and multidimensional poverty measurement. *Journal of Public Economics, 95*(7-8), 476-487.

Allen, F., Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., & Peria, M. S. M. (2016). The foundations of financial inclusion: Understanding ownership and use of formal accounts. World Bank Policy Research Working Paper No. 6290.

Armah-Attoh, D., & Okuru, M. (2016). Liberians on Ebola: Foreign aid most effective, but government performed well, is now better prepared. Dépêche No. 116 d'Afrobarometer.

Chingwete, A., Cumanzala, M., & Kaunda, K. (2026). La plupart des Africains restent confrontés à des difficultés économiques malgré des signes de reprise. Dépêche No. 1191 d'Afrobarometer.

Cumanzala, M. (2025). The hidden dimensions of poverty in Africa: Water (in)security and the lived poverty index. Note Méthodologique No. 2 d'Afrobarometer.

Dulani, B., Mattes, R., & Logan, C. (2013). After a decade of growth in Africa, little change in poverty at the grassroots. Document de Travail No. 143 d'Afrobarometer.

Hofmarcher, T. (2021). The effect of education on poverty: A European perspective. *Economics of Education Review*, *83*.

Kaluwa, B., & Kunyenje, C. A. (2019). The paradox of the financial inclusion-poverty nexus in Malawi. *African Review of Economics and Finance, 11*(2), 38-66.

Mattes, R. (2020). Lived poverty on the rise: Decade of living-standard gains ends in Africa. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.

Mattes, R., Bratton, M., & Davids, Y. D. (2003). Poverty, survival and democracy in Southern Africa. Document de Travail No. 23 d'Afrobarometer.

Mattes, R., Dulani, B., & Gyimah-Boadi, E. (2016). Africa's growth dividend? Lived poverty drops across much of the continent. Document de Politique No. 29 d'Afrobarometer.

Mattes, R., & Lekalake, R. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.

Mattes, R., & Patel, J. (2022). Lived poverty resurgent: COVID-19 restrictions feed economic contraction to drive down living standards in Africa. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.

Nations Unies. (2015). Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Niazi, M. I., & Khan, A. U. (2005). The impact of education on multidimensional poverty across the regions in Punjab. *Journal of Elementary Education, 21* (1), 77-89.

Ntodwa, E., & Chirwa, G. C. (2025). Spatial spillover effect of multi-dimensional poverty in Malawi. *Humanities and Social Sciences Communications, 12*(1), 1447.

Saka, A. N. A., Gan, C., & Hu, B. (2025). Financial inclusion, poverty, and income inequality. *Cogent Economics & Finance, 13*(1).

Omar, M. A., & Inaba, K. (2020). Does financial inclusion reduce poverty and income inequality in developing countries? A panel data analysis. *Journal of Economic Structures, 9*(1), 37.

Peters, D. H., Garg, A., Bloom, G., Walker, D. G., Brieger, W. R., & Hafizur Rahman, M. (2008). Poverty and access to health care in developing countries. *Annals of the New York Academy of Sciences, 1136*(1), 161-171.

Qiu, J., Wang, H., & Aikerbayr, A. (2023). Impact of education on multidimensional poverty reduction at the post-poverty alleviation era in Xinjiang. *East Asian Economic Review, 27*(3), 243-269.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Sanny, J. A.-N., & Cumanzala, M. (2024). En Afrique, l'expérience croissante de la pauvreté s'accompagne d'une vision morose de la situation économique. Dépêche No. 807 d'Afrobarometer.

Shi, J., Chen, J., Xian, Z., & Zhao, L. (2025). Public services and vulnerability to poverty. *Research in International Business and Finance, 75*, 102775.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain des rounds 10 et précédents d'Afrobarometer

Pays	Travaux de terrain du Round 10	Précédents rounds d'enquêtes
Afrique du Sud	Juin-août 2025	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021, 2022
Algérie	-	2013, 2015
Angola	Mars-avril 2024	2019, 2022
Bénin	Jan.-fév. 2024	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020, 2022
Botswana	Juil. 2024	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Burundi	-	2012, 2014
Cabo Verde	Août-sept. 2024	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019, 2022
Cameroun	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Comores	Mai-juin 2025	N/A
Congo-Brazzaville	Sept.-oct. 2024	2023
Côte d'Ivoire	Jan. 2024	2013, 2014, 2017, 2019, 2021
Egypte	-	2013, 2015
Eswatini	Avril-mai 2025	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Gabon	Avril-mai 2024	2015, 2017, 2020, 2021
La Gambie	Avril-mai 2024	2018, 2021, 2022
Ghana	Août 2024	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Guinée	Mai-juin 2024	2013, 2015, 2017, 2019, 2022
Guinée-Bissau	Juil.-sept. 2025	N/A
Kenya	Avril-mai 2024	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019, 2021
Lesotho	Mars 2024	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020, 2022
Libéria	Juil.-août 2024	2008, 2012, 2015, 2018, 2020, 2022
Madagascar	Oct.-nov. 2024	2005, 2008, 2013, 2015, 2018, 2022
Malawi	Août 2024	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Mali	Oct.-nov. 2024	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020, 2022
Maroc	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Maurice	Avril-mai 2024	2012, 2014, 2017, 2020, 2022
Mauritanie	Déc. 2024-jan. 2025	2022
Mozambique	Juil-sept. 2025	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021, 2022
Namibie	Mars 2024	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2021
Nigéria	Juin-juil. 2024	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020, 2022
Ouganda	Jan.-fév. 2024	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019, 2022
São Tomé et Príncipe	Sept.-nov. 2024	2015, 2018, 2022
Sénégal	Fév.-mars 2025	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021, 2022
Seychelles	Août 2024	2022
Sierra Leone	Mars-avril 2025	2012, 2015, 2018, 2020, 2022
Tanzanie	Juin-juil. 2024	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021, 2022
Tchad	Fév.-avril 2025	N/A
Togo	Juil. 2024	2012, 2014, 2017, 2021, 2022
Tunisie	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2020, 2022
Zambie	Juil. 2024	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020, 2022
Zimbabwe	Juin 2024	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021, 2022

Copyright ©Afrobarometer 2026

Tableau A.2 : Pays d'Afrobarometer par région

Région	Pays
Afrique Centrale	Cameroun, Tchad, Congo-Brazzaville, Gabon
Afrique de l'Est	Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles, Tanzanie, Ouganda
Afrique du Nord	Mauritanie, Maroc, Tunisie
Afrique Australe	Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zambie, Zimbabwe
Afrique de l'Ouest	Bénin, Côte d'Ivoire, Cabo Verde, La Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Nigéria, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Togo

Copyright ©Afrobarometer 2026

Anyway Chingwete est directrice adjointe des enquêtes d'Afrobarometer.
Email: achingwete@afrobarometer.org.

Richard Houessou est responsable principal de projet d'Afrobarometer.
Email: rhouessou@afrobarometer.org.

Edson Ntodwa est chargé des analyses d'Afrobarometer.
Email: entodwa@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de 40 Partenaires Nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya, et l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG) au Bénin. Michigan State University et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le Think Africa Partnership de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Fondation Rockefeller, du Bratton-Schneller Family Fund, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Population Institute, du Centre for International Governance Innovation, du Centre de Recherches pour le Développement International, de l'Ambassade Royale du Danemark en Ouganda, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.

Dépêche No. 1248 d'Afrobarometer | 2 novembre 2026

Copyright ©Afrobarometer 2026